



Après avoir été photographe spécialisée en gastronomie, Adriana Freire (au centre) a créé une cuisine communautaire à Lisbonne.

MARTIM RAMOS POUR « LE MONDE »

Portugal

Le parfum de la guérison

Les Portugais se rendent aux urnes dimanche 24 janvier pour désigner le nouveau président de la République. Une élection qui ne passionne guère à Lisbonne, où, en dépit des séquelles laissées par la crise, souffle un vent de renouveau

REPORTAGE

LISBONNE - envoyée spéciale

Lorsqu'elle évoque son pays, Adriana Freire fait preuve, comme la plupart des Portugais, d'un étonnant mélange d'optimisme enfantin et de lucidité triste. De détermination et de fatalisme. En 2011, au cœur de la crise, cette photographe de 57 ans spécialisée en gastronomie a vu ses commandes se réduire comme peau de chagrin. « En quelques mois, je me suis retrouvée sans rien, raconte-t-elle. Il a bien fallu que je rebondisse. » Il y a deux ans, elle a donc créé une cuisine communautaire dans son quartier, Mouraria, près du centre historique de Lisbonne.

Fait de bric et de broc, l'intérieur a la chaleur d'une vieille maison de famille. Les meubles ont été récupérés çà et là. La vaisselle est dépareillée, contrastant avec les hottes aspirantes et plaques chauffantes flambant neuves. La journée, la « *cozinha popular* » est ouverte gratuitement aux habitants du coin. Les anciens s'y retrouvent pour rompre leur solitude, à l'exemple de Francesca, une minuscule grand-mère qui passe désormais ses après-midi à concocter des petits plats pour les autres. Le soir, des dîners à bas prix sont organisés. « C'est devenu le lieu de vie sociale du quartier », se réjouit Adriana, qui emploie également d'anciens chômeurs. Avec le soutien de la mairie, elle projette d'agrandir les murs. « Ici, quelque chose de bon a fini par sortir de la crise, conclut-elle. Mais à quel prix ? »

Dimanche 24 janvier, les Portugais iront aux urnes pour élire le président de la République qui succédera à l'homme politique de centre droit Anibal Cavaco Silva, en poste depuis dix ans. Une fonction essentiellement représentative. De fait, l'élection ne passionne guère les foules. « Aucun des dix candidats n'est crédible », balaie Dimas Alves, un retraité se promenant sur la place Don Pedro IV, au cœur de la capitale. « Nous ne croyons plus aux miracles », juge de son côté Sara Simões, 28 ans. Pendant la récession, cette jeune femme au sourire las a dû interrompre ses études de lettres : les frais d'inscription ont grimpé de 420 à plus de 1 000 euros en quatre ans. Après des années de petits boulots dans des centres d'appel, elle vient seulement de retrouver un emploi stable, dans un groupe bancaire.

L'ÉMIGRATION... ENCORE

Officiellement, pourtant, le Portugal va mieux. En mai 2014, le pays est sorti du plan d'aide de trois ans de la « troïka » (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne) et a réussi son retour sur les marchés financiers. Il a renoué avec la croissance, qui devrait s'établir à 1,6 % en 2015. La part des exportations dans le produit intérieur brut (PIB) a bondi de 27 % à 40 % depuis 2009, tandis que le chômage est retombé à 12,6 %, après avoir culminé à 17,9 % début 2013. « En échange du prêt de 78 milliards d'euros, le Portugal a réalisé un ajustement impressionnant », résume Daniela Ordonez, économiste chez Euler Hermes. Prompt à appliquer les exigences de

ses partenaires, le gouvernement de Pedro Passos Coelho (centre droit), au pouvoir entre juin 2011 et novembre 2015, se présentait d'ailleurs comme le bon élève de la troïka.

Mais les Portugais, eux, ne mesurent pas encore les effets de la reprise sur leur quotidien. Ou si peu. Les sacrifices auxquels ils ont concédé depuis 2011 – baisse de 15 % du coût du travail, coupes dans les retraites, hausse des impôts – ont laissé de profondes cicatrices. « Cette crise a ravagé nos vies », témoigne Iolanda Sousa, 48 ans. En 2009, cette ingénieure a perdu son poste de directrice de l'efficacité énergétique dans une PME des télécoms. A l'époque, elle gagnait 3 000 euros par mois – une rémunération élevée, au regard du salaire minimum portugais, de 530 euros.

Depuis, elle enchaîne les formations et candidatures. En vain. Elle et ses deux enfants de 18 et 14 ans vivent aujourd'hui avec une aide sociale de 400 euros mensuels. Divorcée, elle a été contrainte de vendre son appartement. Pour vivre et payer les 450 euros de loyer de son nouveau logement, en banlieue, elle puise dans ses économies, bientôt à sec. « Après avoir tout essayé, je suis prête à partir pour n'importe quel pays européen cherchant des ingénieurs », conclut-elle. Elle n'est pas la seule. « Dans deux mois, je fais mes valises pour Londres : là-bas, il y a des petits boulots pour les gens peu qualifiés », ajoute Miguel Fernandes, 30 ans, ouvrier en BTP, sans job depuis trois ans.

Depuis 2011, 400 000 Portugais ont choisi l'émigration. Sans ces départs, le taux de chômage aurait gonflé dans des proportions plus dramatiques encore. « Partir chercher meilleure fortune ailleurs est dans notre ADN, nous sommes habitués à endurer les crises en serrant les dents », raconte Pedro Siza Vieira, avocat d'affaires lisboète. A 51 ans, rappelle-t-il, il a connu la dictature salazariste et a grandi dans un pays rongé par la pauvreté, où l'illettrisme frôlait les 40 %. « Nous sommes un peuple résilient ».

Pour de nombreux Portugais, la récession de 2011 a néanmoins servi d'électrochoc. « Beaucoup de ceux qui ont perdu leur emploi ont compris que la seule façon d'en retrouver un était de créer leur activité », explique Natacha Duarte, 36 ans. En 2011, cette designer qui a longtemps travaillé pour Zara, en Espagne, s'est lancée comme free lance à Lisbonne. « Une énergie créatrice souffle sur la ville : c'est le moment idéal pour y démarrer quelque chose ». De fait, les micro-entreprises y fleurissent, souvent liées au tourisme, en plein boom : tuk-tuk pour transporter les visiteurs dans les rues escarpées, petits cafés, boutiques de troc et recyclage, etc.

« Cela peut paraître fou, mais jusqu'ici, Lisbonne ne s'était jamais pensée comme une ville d'entrepreneurs, et encore moins de start-up : il y a cinq ans encore, il n'existait aucun écosystème pour les aider », explique Paulo Carvalho, responsable de l'économie et de l'innovation pour la ville. En 2011, la

mairie a créé la direction qu'il dirige aujourd'hui, ainsi que Startup Lisboa, un incubateur consacré au développement de start-up. Logé en plein centre historique, celui-ci héberge désormais une centaine de créateurs, qu'il met en relation avec des fonds d'investissement étrangers. Uniplaces, l'équivalent d'un Airbnb réservé aux étudiants, vient ainsi de lever 22 millions d'euros.

Consécration : la ville du poète Fernando Pessoa accueillera, en novembre, le Web Summit, la grande conférence européenne du Web. « La crise nous a fait comprendre que nous ne devons plus nous penser comme un modeste pays périphérique de la zone euro », affirme Pedro Santa Clara, économiste à l'école de commerce Nova, qui séduit de plus en plus d'étudiants étrangers. « Pour nous en sortir, nous devons nous lancer à la conquête du reste du monde. » Ambitieux, il rêve de voir sa ville devenir la Silicon Valley de l'Europe...

L'ESPOIR DU « GANDHI DE LISBONNE »

Si elle en est encore loin, il est indéniable que la capitale portugaise profite d'un véritable renouveau, en dépit des séquelles de la crise. Le centre historique a cessé de se dépeupler et attire de nouveaux habitants. En grande partie grâce au tourisme. Mais aussi grâce à la réhabilitation urbaine lancée par Antonio Costa, très populaire maire socialiste de la ville entre 2007 et 2015, et premier ministre du pays depuis novembre 2015.

En 2011, M. Costa, parfois surnommé le « Gandhi de Lisbonne » en raison de ses origines indiennes, a ainsi installé pendant quelques temps son cabinet à Mouraria, zone à l'époque malfamée près du centre, afin de lancer sa rénovation. Un geste fort. Aujourd'hui, le quartier vibre au son des marteaux-piqueurs. « C'est le prochain Montmartre ! », s'enthousiasme Pascal Gonçalves, un entrepreneur immobilier qui a investi dans la rénovation de plusieurs immeubles. Les habitants redoutent néanmoins que Mouraria, en voie de gentrification, perde en authenticité.

Surtout, ils se demandent si M. Costa aura le même succès à la tête du gouvernement qu'à celle de Lisbonne, dont il a redressé les finances. Elu sur la promesse d'effacer les ravages de l'austérité, il a déjà relevé le salaire minimum de 505 à 530 euros en janvier et a promis de regonfler salaires publics et retraites. Allié avec le Bloc de gauche et les Communistes, il s'est également engagé à réduire le déficit public de 4,2 % en 2015 à 2,8 % fin 2016. Un projet de budget qu'il s'apprete à remettre à Bruxelles. « La voix sera étroite, d'autant que le pays reste handicapé par son énorme dette publique, à 130 % du PIB, s'inquiète João Casar das Neves, économiste à l'université catholique du Portugal. Sans parler de celle du secteur privé, de la faible productivité et des banques, qu'il faut encore solidifier. » Vaste programme pour le Gandhi de Lisbonne... ■

MARIE CHARREL

« NOUS SOMMES
HABITUÉS À ENDURER
LES CRISES
EN SERRANT
LES DENTS.
NOUS SOMMES UN
PEUPLE RÉSILIENT »

PEDRO SIZA VIEIRA
avocat d'affaires lisboète